



Plus de 800 banques européennes investissent 393 milliards de dollars dans la colonisation en Cisjordanie

Par [The Cradle](#)

Mondialisation.ca, 04 décembre 2024

[The Cradle](#) 29 novembre 2024

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La coalition Don't Buy into Occupation (DBIO) a publié son [rapport](#) 2024 présentant les entreprises internationales et les institutions financières activement impliquées dans les colonies juives illégales en Cisjordanie occupée.

La coalition DBIO est un [projet commun à](#) 24 organisations palestiniennes, régionales et européennes.

Le rapport récemment publié montre qu'au cours des trois dernières années,

“822 institutions financières européennes (y compris des banques, des gestionnaires d'actifs, des compagnies d'assurance et des fonds de pension) ont entretenu des relations financières avec 58 entreprises activement impliquées dans des colonies israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé (TPO)”.

Parmi les 58 entreprises les plus connues citées dans le rapport, on trouve :

Airbnb, Booking Holdings, Carlsberg, Carrefour, Caterpillar, Cisco Systems, Elbit Systems, Expedia Group, Heidelberg Materials, Hewlett Packard Enterprise (HPE), Hyundai Heavy Industries, International Business Machines Corporation (IBM), Motorola Solutions, RE/MAX Holdings, The Coca-Cola Company, TKH Group, Tripadvisor et Volvo Group.

“Au cours de cette période, 211 milliards de dollars ont été accordés à ces entreprises sous forme de dépôts et de prêts. En août 2024, les investisseurs européens détenaient également 182 milliards de dollars d'actions et d'obligations dans ces entreprises”, ajoute le rapport.

Les 10 institutions financières européennes ayant les investissements et les prêts les plus importants dans des entreprises opérant dans les territoires palestiniens occupés sont les suivantes :

BNP Paribas, HSBC, Barclays, Deutsche Bank, Société Générale, Santander, Crédit Agricole, UniCredit, Standard Chartered et ING Group.

Les 182 milliards de dollars correspondent au total des investissements financiers et des

prêts accordés à ces entreprises, qui exercent la majeure partie de leurs activités en dehors des colonies illégales.

Toutefois, le rapport note que tout investissement dans ces entreprises soutient leurs activités commerciales en Cisjordanie occupée également.

Sans les activités de ces entreprises et des institutions financières qui les soutiennent, la poursuite des colonies juives illégales en Cisjordanie serait impossible.

Ces entreprises sont essentielles à la fourniture de l'infrastructure qui sous-tend la construction des colonies, comme la construction de routes, les réseaux de télécommunications, la construction et le financement de logements, etc.

La DBIO écrit que

“les entreprises commerciales israéliennes, européennes et internationales, qui opèrent avec l'entreprise de colonisation illégale d'Israël ou qui lui fournissent des services, jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement, la durabilité et l'expansion de l'occupation illégale, y compris les colonies”.

Investir et faire des affaires dans les colonies illégales est particulièrement lucratif car les terres utilisées pour construire des biens immobiliers ou exploiter des entreprises ont été volées aux Palestiniens et donc obtenues sans frais.

Israël a envahi et occupé Jérusalem-Est, la Cisjordanie, Gaza et le plateau syrien du Golan en 1967, lors de la guerre des Six Jours. Israël a refusé de restituer ces terres conquises et a construit des colonies pour abriter des centaines de milliers de colons juifs israéliens depuis.

La DBIO note dans son rapport que la Cour internationale de justice (CIJ) [a rendu](#) un avis consultatif en juillet 2024 indiquant que l'ensemble de la présence d'Israël dans les territoires palestiniens occupés, y compris son occupation militaire et ses colonies, est illégale et qu'il doit y être mis fin dans les plus brefs délais.

Depuis qu'Israël a déclenché son génocide contre les Palestiniens de Gaza le 7 octobre 2023, la colonisation israélienne en Cisjordanie s'est accélérée.

Les colons juifs israéliens ont établi 25 nouveaux “avant-postes” illégaux, tandis que le gouvernement a volé 2 500 hectares en Cisjordanie en les déclarant “terres d'État”, rapporte DIOB.

Les autorités israéliennes ont également approuvé la création de cinq nouvelles colonies et la “légalisation” rétroactive de trois “avant-postes” en tant que “quartiers” de colonies existantes.

En mai 2024, le gouvernement israélien a également pris des mesures pour commencer l'annexion de la Cisjordanie en vertu de la loi israélienne.

L'annexion de la Cisjordanie est un objectif [déclaré](#) par plusieurs ministres du cabinet du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, notamment le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir, et le ministre des Finances Bezalel Smotrich.

Fin août 2024, Israël a également lancé son plus grand assaut militaire sur la Cisjordanie depuis la fin de la deuxième Intifada il y a plus de 20 ans.

La DBIO recommande aux institutions financières mentionnées dans le rapport de

“prendre des mesures pour mettre fin au soutien financier des entreprises qui sont actives dans l’entreprise de colonisation illégale ou qui fournissent autrement des biens ou des services qui soutiennent l’entreprise de colonisation”.

La DBIO recommande aux entreprises opérant en Cisjordanie de

“cesser toute activité et toute relation contribuant à l’établissement, à l’extension ou au maintien des colonies israéliennes illégales ou de l’entreprise de colonisation en général” et de “mettre immédiatement fin à toutes les ventes et tous les transferts, y compris par l’intermédiaire d’États tiers, d’armes ou de technologies militaires et de biens à double usage à destination d’Israël”.

Lien vers l’article original en anglais :

<https://thecradle.co/articles/over-800-euro-banks-invest-393bn-in-companies-supporting-illegal-west-bank-settlement>

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)

Copyright © [The Cradle](#), [The Cradle](#), 2024

Articles Par : [The Cradle](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

